

Interdiction des armes atomiques

Les révélations sur les effets catastrophiques immédiats et à long terme des armes atomiques, de la bombe H en particulier, ont profondément ému et inquiété l'opinion publique mondiale.

Les écrits et propos de représentants les plus divers de l'opinion bourgeoise — savants, écrivains, prêtres, hommes politiques, journalistes — témoignent de l'angoisse qui a saisi les milieux clairvoyants de la classe possédante elle-même, devant les perspectives apocalyptiques d'une guerre mondiale atomique. D'autant plus que les effets de la radioactivité provoquée par les explosions atomiques échappent à un contrôle strict et altèrent d'une manière nocive, mais encore inconnue exactement à la fois dans le temps et dans l'espace, le cadre naturel de la vie.

Il se peut que l'immensité des destructions, l'inévitabilité de représailles et la peur des effets à long terme encore inconnus des armes atomiques neutralisent celles-ci et éliminent leur usage par les uns et les autres au cours d'une guerre mondiale.

Ceci ne saurait être une raison pour ne pas exiger dès maintenant l'interdiction des armes atomiques, la destruction du stock de bombes existantes et la convertibilité des installations les fabriquant en industries d'énergie atomique pour des usages de paix. Tout ceci sous un contrôle ouvrier démocratique national et international.

Ces revendications ne résolvent naturellement pas la question. La puissance et les possibilités des fabrications d'armements résident en dernière analyse dans la puissance et les possibilités de l'appareil productif industriel de chaque pays.

Désarmer effectivement l'impérialisme doit signifier par conséquent lui enlever le contrôle politique sur cet appareil, c'est-à-dire lui enlever le pouvoir politique. Mais en tant que revendications transitoires, ces propositions se justifient pleinement et correspondent aux aspirations des plus larges masses à l'heure actuelle. C'est dans ce sens qu'elles doivent être popularisées et soutenues.

Vorkouta

C'est avec grand retard qu'a été apprise la première action organisée du prolétariat soviétique depuis de longues années ; ce retard ne diminue en rien l'importance exceptionnelle de la nouvelle, bien au contraire ! Il s'agit de la grève de 100.000 mineurs du bassin charbonnier de Vorkouta, dans le nord-est de la Russie d'Europe, au delà du cercle polaire, dans la R.S.S. des Komi. Ce bassin charbonnier est la principale base d'approvisionnement en combustible de l'industrie de Léninegrad.

La grande majorité des mineurs du bassin de Vorkouta sont des forçats des camps de travail qui foisonnent dans cette région. Et c'est de ces forçats, ou mieux de leurs organisations politiques clandestines, qu'est partie l'initiative de cette grève. De ce fait, la grève de Vorkouta prend une importance particulière comme signe, non seulement d'un réveil de l'action revendicative du prolétariat soviétique mais encore de son action politique.

Les témoins oculaires de la grève, prisonniers non russes relâchés des camps qui ont publié et communiqué des récits des événements à leur retour en Europe occidentale, fixent la préhistoire de la grève dans les termes suivants. A partir de 1948, l'administration du Guépéou a opéré une séparation entre les éléments politiques et les éléments relevant du droit commun. Cette séparation a été introduite pour des raisons d'efficacité du travail et par suite d'incidents ininterrompus, accompagnés d'une pression constante en ce sens de la part des prisonniers politiques. Ceux qui ont vécu dans les camps de concentration nazis ont appris